

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 14/03/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/01/2023

Contexte et constats

Publié sur 

FUSIUM

29, boulevard Berthelot - Beaulieu III
63400 Chamalières

Références : **20230314-RAP-63-0345-Cessation-FUSIUM.odt**

Code AIOT : 0016300158

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/01/2023 dans l'établissement FUSIUM implanté 68, avenue de Verdun 63190 LEZOUX. L'inspection a été annoncée le 26/12/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FUSIUM
- 68, avenue de Verdun 63190 LEZOUX
- Code AIOT : 0016300158
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Fusium a été placée en liquidation judiciaire sur décision du tribunal de commerce de Clermont- Ferrand du 5 décembre 2016. La SELARL MANDATUM a été désignée en qualité de mandataire judiciaire.

Le mandataire a notifié la cessation d'activité et les mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité du site le 5 janvier 2017. La liquidation est solvable, la majorité des déchets et produits dangereux ont été évacués en janvier 2017. Toutefois lors de l'inspection en septembre 2018, il a été constaté que des déchets (cuve de 2000 litres d'eau glycolée, arrivées d'encre d'impression notamment) étaient encore présents sur le site, des justificatifs (de purge et d'élimination du fluide de climatisation, d'élimination de la cuve d'eau glycolée) restaient à fournir. En l'absence de mesures prises par l'exploitant dans un délai suffisant, ce dernier a été mis en demeure le 28 août 2019

d'évacuer sous quatre mois les déchets et produits dangereux et de sécuriser les accès du site.

L'usage retenu est un usage industriel ou artisanal.

Le liquidateur judiciaire a informé la DREAL qu'une société devrait racheter le site et souhaiterait implanter, malgré les usages retenus, un supermarché « hard discount ».

Par courrier du 22 novembre 2017, le maire de Lezoux a émis un avis défavorable à un usage commercial (de type supermarché).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mise en sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Constataction Visuelle	Code de l'environnement du 15/04/2010, article 512-39-1-II et III.	/	Sans objet
2	Evacuation des déchets et sécurisation du site	AP de Mise en Demeure du 28/08/2019, article 1	<p>Le jour de l'inspection, il est constaté des intrusions et actes de vandalisme du bâtiment (faux-plafond, cloisons, ...).</p> <p>Les accès au bâtiment sont dégradés et ouverts, les vitres et les panneaux d'agglomérés posés pour limiter les accès sont cassés.</p> <p>La dégradation des limitations des accès au site sont, in fine, en non conformité avec le dernier alinéa de l'arrêté préfectoral n°19-1536 du 28 août 2019 portant mise en demeure.</p> <p>Au-delà de ce non-respect de l'arrêté préfectoral, l'inspection vous rappelle qu'il est de la responsabilité de la SELARL MANDATUM de prendre toutes les mesures et dispositifs limitant durablement l'accès au bâtiment, tout particulièrement en ce qui concerne le toit terrasse au regard du risque de chute que celui-ci représente.</p>	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Considérant :

- qu'aucun produit dangereux ou déchet ne persiste sur le site ;
- les travaux réalisés pour sécuriser le site;
- le projet de démolition des bâtiments et de reconversion envisagé;
- les tentatives d'intrusions et dégradations successives ou répétées malgré les travaux réalisés pour sécuriser le site;
- le dépôt de plainte pour dégradation auprès de la gendarmerie en date du 07/03/2023;
- l'absence de fonds du liquidateur;
- que l'usage retenu est un usage industriel ou artisanal ;
- que la qualité des sols est compatible avec l'usage projeté du site (commercial);

la cessation d'activité de l'ancien établissement d'imprimerie FUSIUM, sise 68 Avenue de Verdun à LEZOUX (63190) peut être administrativement actée.

L'inspection des installations classées considère que la SELARL MANDATUM a satisfait aux exigences des articles R.512-39-1 et L.512-6-1 du code de l'environnement et propose qu'il soit délivré à cette société, un récépissé de cessation d'activité. Le diagnostic des sols réalisé en mai 2022 a démontré l'absence d'impact significatif et conclut à la compatibilité du site avec l'usage futur retenu de type industriel ainsi qu'avec l'usage projeté de type commercial. Le présent rapport clôture donc la procédure de cessation d'activité de l'ancienne imprimerie. Il sera communiqué à la mairie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Constatation Visuelle

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 15/04/2010, article 512-39-1-II et III.
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :</p> <p>1° L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;</p> <p>2° Des interdictions ou limitations d'accès au site ;</p> <p>3° La suppression des risques d'incendie et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>III.-En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions des articles R. 512-39-2 et R. 512-39-3.</p> <p>Constats : État du site</p> <p>Les bâtiments sont rendus inaccessibles par la condamnation des différentes ouvertures réalisées fin 2022-début 2023. Tous les accès (ouvertures, portail, porte de garage,...) en rez-de-chaussée ont été maçonnés et les serrures remplacées. Toutefois les fenêtres en étage n'ont pas été fermées du fait de l'absence de fonds de la liquidation.</p> <p>Lors de la précédente inspection (mars 2022), il avait été constaté l'évacuation des produits dangereux et des déchets, la suppression des risques d'explosion et et la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.</p> <p>La SERLARL MANDATUM indique que le site doit être prochainement vendu et être démoli, (engagement du promoteur) pour y édifier une surface commerciale. Cet usage est compatible avec l'état des sols malgré le désaccord exprimé par le maire (usage tertiaire ou industriel) .</p> <p>Suite à l'inspection, le liquidateur indique avoir déposé le 7 mars 2023, une main courante auprès de la gendarmerie pour constater à nouveau la dégradation d'un portail métallique et l'intrusion d'individus à l'intérieur des bâtiments.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 28/08/2019, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Suivi de l'arrêté
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La SELARL MANDATUM est mise en demeure de justifier sous 4 mois : <ul style="list-style-type: none"> - de l'élimination dans une installation autorisée du fluide R22 contenu dans le système de climatisation, - de l'élimination dans une installation autorisée des 2000 L ; d'eau glycolée, - de l'élimination dans une installation autorisée des éléments d'installation d'encre et du nettoyage des surfaces, - de la sécurisation des accès au bâtiment.
Constats : La SELARL MANDATUM a fait procéder courant 2021 au conditionnement et à l'évacuation des derniers déchets du site notamment les encres d'imprimerie et les eaux glycolées. Suite à des intrusions et dégradations du bâtiment courant 2022, la sécurisation du site a été réalisée une première fois courant 2021 puis fin 2022 sans être totalement finalisée en début d'année courante.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet